Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 40 (2013)

Heft: 2

Artikel: "Des solutions concrètes pour des problèmes concrets, et non pas des ciffres abstraits"

Autor: Müller, Jürg / Leimgruber, Walter

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-911697

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

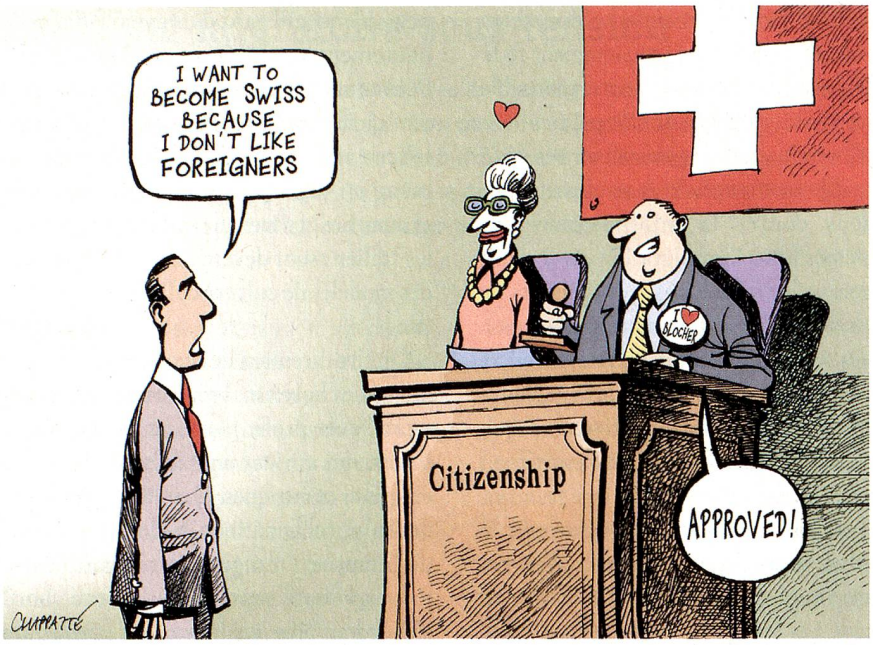
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



«Je veux être Suisse, je n'aime pas les étrangers»

«Suisse attire les entreprises étrangères avec les impôts les plus bas des pays fortement structurés bien qu'elle ne dispose pas de suffisamment de main-d'œuvre qualifiée». D'après lui, il en découle un «transfert de main-d'œuvre étrangère dans les zones économiques sensibles qui sont déjà en surchauffe». Selon le PS, «cette politique profite presque exclusivement aux grands groupes alors que le public doit en subir les inconvénients tels que l'explosion du coût de l'immobilier et des loyers, etc.»

Dans les conversations, on différencie rarement les catégories d'étrangers: demandeurs d'asile, étrangers établis, multimilliardaires imposés forfaitairement, cadres supérieurs et dirigeants de groupe, étudiants, main-d'œuvre agricole, médecins chefs, professeurs ou employés dans les services et l'artisanat. S'ils utilisent certes tous les infrastructures suisses, il est malhonnête de reporter sur eux tous les désagréments et difficultés. La hausse des surfaces habitables utilisées, par exemple, est d'abord la conséquence des exigences accrues de la société suisse depuis plusieurs années. L'éparpillement des constructions résulte pour l'essentiel de l'absence d'aménagement du territoire et la mobilité croissante sur les routes et le rail est due à l'allongement des distances entre le domicile et le lieu de travail. L'immigration accentue ces problèmes internes et rend la réforme de l'aménagement du territoire – nécessaire de toute façon – encore plus urgente.

Des solutions simples pour des problèmes complexes

Le stress causé par la densification a soudain fait oublier les réformes, au profit de solutions radicales. Pourtant, tenter de résoudre des problèmes complexes avec des solutions simples n'est pas sans embûches. C'est le cas des deux initiatives sur l'immigration, celle de l'UDC et celle de l'association Ecopop (voir encadré). Dans son message sur l'initiative populaire de l'UDC, le Conseil fédéral signale qu'elle entre directement en

«Des solutions concrètes pour des problèmes concrets, et non pas des chiffres abstraits»

Si les migrations ont toujours existé, les mouvements migratoires actuels sont particulièrement intenses. Pour le professeur Walter Leimgruber, président de la Commission fédérale pour les questions de migration, l'ampleur de l'immigration autorisée n'est pas une question de chiffres, mais de consensus sociétal. Entretien: Jürg Müller

«Revue Suisse»: *La Suisse compte huit millions d'habitants, dont environ 1,8 million de migrants. Sommes-nous trop nombreux?*

Walter Leimgruber: Il n'existe aucune base de calcul permettant de définir si un pays compte trop, trop peu ou juste assez d'habitants. Le nombre de migrants qu'une société peut effectivement supporter est avant tout une question de consensus sociétal.

Quel rôle a joué l'immigration dans l'histoire de la Suisse?

Historiquement, la Suisse n'est pas un pays d'immigration. Mais l'immigration n'est pas pour autant une nouveauté. Il y a toujours eu des groupes sociaux qui se sont déplacés pour parcourir de longues distances, comme les artisans, les négociants et les érudits au Moyen Âge. La Suisse a aussi longtemps été un pays d'émigration, notamment aux XVIIIe et XIXe siècles, lorsque la pauvreté contraignait à émigrer.

Il y a donc toujours eu des migrations. Pourquoi la situation actuelle est-elle perçue si dramatiquement par tant de personnes?

Sûrement à cause de l'intensité de l'immigration. Mais notre difficulté à accepter l'immigration vient aussi du fait que nous portons en nous l'image d'une société immobile et stable. Cette représentation s'est cristallisée dès le XIXe siècle lors de la constitution des États nationaux, avec l'idée que tout un chacun viendrait d'un lieu naturel où il serait enraciné et vivrait. Mais cela n'a jamais rien eu à voir avec la réalité. Jusqu'à la Première Guerre mondiale en particulier, les frontières n'étaient pas perçues comme telles et les échanges de tout type à travers les frontières étaient tout à fait naturels.

Quoi qu'il en soit, l'intensité de l'immigration fait naître des peurs dans une large partie de la population. En tant que président de la Commission fédérale pour les questions de migration, que dites-vous à ces personnes?

contradiction avec l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. D'après le Conseil fédéral, la résiliation de cet accord aurait de «graves conséquences pour l'économie suisse, qui gagne un franc sur deux dans l'UE». Mais aussi parce que tout le traité des accords bilatéraux serait alors remis en question.

L'initiative d'Ecopop pourrait entraîner une dynamique tout à fait imprévisible. En effet, l'initiative de cette association ambivalente touche les plus diverses catégories. Ecopop se considère comme un mouvement écologique orienté sur les questions liées à la population. La limitation de l'immigration est certes une revendication traditionnelle de la droite, mais l'objectif – ralentir l'immigration pour protéger l'environnement – séduit aussi une partie de l'électorat écologique de gauche.

La Suisse va faire face à des débats agités sur l'immigration, qui, selon l'issue des votations, pourraient entraîner bien plus qu'un simple préjudice à l'image du pays. Ces débats sont susceptibles de provoquer un effondrement total de la politique européenne de la Suisse, déjà très fragile aujourd'hui.

JÜRG MÜLLER est rédacteur à la «Revue Suisse»

L'UDC «CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE»

L'Union démocratique du centre (UDC) a utilisé l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse» comme thème gagnant dans sa campagne pour les élections nationales d'octobre 2011. Cette initiative a été déposée en février 2012 avec 135 557 signatures valables. Le Conseil fédéral rejette cette initiative, qui sera probablement étudiée au Parlement cette année avant d'être soumise au peuple. L'initiative demande que la Suisse fixe chaque année un plafond et des contingents d'autorisations de séjour. Pour éviter toute possibilité de contournement, toutes les catégories d'étrangers doivent être intégrées, y compris les frontaliers et les demandeurs d'asile. L'immigration doit être autorisée si elle sert les «intérêts économiques globaux de la Suisse dans le respect du principe de la préférence nationale». Selon le texte de l'initiative, «les critères déterminants pour l'octroi d'autorisations de séjour sont en particulier la demande d'un employeur, la capacité d'intégration et une source de revenus suffisante et autonome».

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT PAR UNE POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE

L'initiative populaire d'Ecopop «Stop à la surpopulation, pour la garantie des conditions de vie naturelles» a été déposée en novembre 2012 avec 119 816 signatures valables. Le Conseil fédéral n'a pas encore pris position à ce sujet. L'association Ecopop se définit comme «la seule organisation environnementale de Suisse à traiter du facteur démographique». L'initiative vise à ce que le nombre d'habitants en Suisse permette «de garantir durablement des conditions de vie naturelles». L'immigration en Suisse doit être limitée à 0,2 % de la population par an. La Confédération doit aussi être tenue d'allouer 10 % de son budget d'aide au développement à la planification familiale bénévole dans des États du tiers monde. JM

Les peurs sont justifiées dans la mesure où l'immigration et la mobilité représentent un défi de taille pour la société dans son ensemble, mais aussi pour chaque groupe en particulier. C'est pourquoi on parle de peur liée aux emplois, à l'accessibilité des prix des logements, à la mondialisation. Les anciennes certitudes selon lesquelles l'économie ne fait que progresser et le niveau de vie augmenter s'effondrent.

Est-ce aussi ce qui explique aujourd'hui un tel rejet des Allemands? En réalité, ce sont des immigrants avec qui nous avons bien des points communs.

Ce rejet est vraiment tout à fait remarquable. Il y a d'abord des raisons historiques. Nous avons eu beaucoup de conflits politiques au cours des siècles, depuis la séparation de la Confédération de l'empire germanique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les Suisses ont toujours eu à cœur de se démarquer et de ne pas être pris pour des Allemands. Aujourd'hui, ils se différencient surtout par leur mentalité. Les Allemands pensent qu'ils peuvent évoluer sans problème dans la société suisse (alémanique) parce qu'ils parlent la même langue. Mais c'est justement là que ça coince: les Allemands s'expriment de manière bien plus directe. Par exemple, ils ne comprennent pas que «oui, mais» dans la bouche d'un Suisse veut en réalité dire «non». Le besoin en communication est tout simplement immense.

Il y a deux initiatives sur l'immigration en cours, celle de l'UDC et celle de l'association Ecopop. Avez-vous des solutions à proposer?

Ces deux initiatives reposent sur des ordres de grandeur supposés qu'il est impossible de juger justes ou erronés sur le plan quantitatif. Certaines régions du monde où la densité de population est bien plus élevée qu'en Suisse fonctionnent bien et d'autres, où la densité est faible, rencontrent des problèmes. Ces initiatives ne sont pas la bonne approche. Nous ne devrions pas nous baser sur des données quantitatives mais regarder concrètement là où le bât blesse pour apporter aux problèmes des solutions sur mesure, convenant à une majorité de la population.

WALTER LEIMGRUBER (53 ans) est professeur ordinaire et dirige le séminaire d'anthropologie culturelle et d'ethnologie européenne à l'Université de Bâle. Il a réalisé des séjours de recherche aux États-Unis, en France et en Allemagne. Il est professeur invité à Marburg et à Vienne. Il est président de la Commission fédérale pour les questions de migration depuis janvier 2012.

Photo: ZVG